

Royauté et démocratie belge

Opinion

D^r Theodoros Koutroubas

Professeur UCLouvain – Espol.

■ Transformer la République en dogme et essayer de l'imposer partout sans considération des réalités et des priorités locales, relève d'un fanatisme qui ne peut être que profondément antidémocratique.

La Fête nationale et son discours royal, la fête du Roi, et le discours du chef de l'Etat pour la fête de Noël sont de nos jours presque les seules occasions que la presse et les médias "non people" utilisent pour discuter de l'institution qu'on appelle encore assez injustement "monarchie", un terme venant du grec et signifiant "pouvoir d'une seule personne".

Sans surprise, la majorité des académiques, journalistes ou politiques, qui participent à ces discussions, soulignent que le principe d'un chef d'Etat occupant cette fonction par sa simple appartenance par le sang à une famille historiquement liée aux origines de l'Etat en question, est anachronique et contraire aux principes démocratiques fondamentaux de la méritocratie et de l'égalité de droits. A leurs yeux, la monarchie, même dans sa version constitutionnelle et parlementaire contemporaine, n'est qu'une forme de régime révolue, liée aux époques obscures où le peuple était opprimé par une caste fermée des privilégiés obscurantistes et tyranniques. Ces discussions concluent d'habitude par la

constatation que le processus d'abolition de cette institution "poussiéreuse" et "inégalitaire" serait trop compliqué dans un pays aussi politiquement complexe que le nôtre.

Le rôle de la politique

Il nous semble cependant, qu'au moment où la confiance du public aux femmes et hommes politiques professionnels ne cesse de descendre à chaque sondage, et où la démocratie et les valeurs fondamentales de notre culture moderne sont de plus en plus mises en danger par des politiciens populistes et des prêcheurs radicaux, il est peut-être temps de proposer une approche théorique alternative au système présent relatif à la première magistrature de l'Etat en Belgique.

Pour commencer, la politique est un art, une science du réel, du possible, du faisable, dans un espace temporel, matériel et culturel précis. Son objectif doit être d'améliorer la réalité des personnes, de rendre leur monde concret plus juste, plus prompt à leur permettre de trouver leur épanouissement personnel en leur garantissant un environnement stable, sûr et inclusif. Pour réaliser ses buts, la politique doit prendre en

considération les spécificités culturelles, religieuses, sociales et sociétales de chaque pays et essayer de les rendre plus ouvertes, plus tolérantes et plus justes.

Les échecs républicains

Nos échecs récents à faire fonctionner un système républicain en Iraq, en Afghanistan, en Libye et ailleurs, en ignorant complètement les cultures et traditions locales, ainsi que l'échec des républiques "à l'américaine", qu'on a imposées en Europe centrale après la Première Guerre mondiale, devraient nous avoir appris une leçon. Pour reprendre les paroles d'Herbert Spencer, la forme républicaine de gouvernement est certainement la plus noble possible, mais elle nécessite le type le plus noble de la nature humaine, qui n'existe nulle part à présent. Transformer la République en dogme et essayer de l'imposer partout sans considération des réalités et des priorités locales relève d'un fanatisme qui ne peut être que profondément antidémocratique.

Des exemples de démocratie

En Belgique, le maintien de la royauté à la tête de l'Etat sans aucun pouvoir réel exécutif ou législatif, n'a pas empêché notre pays d'évoluer durant les vingt dernières années en une des démocraties